



R E G I O N
H A U T E
N O R M A N D I E

COMMUNIQUE DE PRESSE

LE 31 JANVIER 2005

CLAUDE TALEB
CONSEILLER REGIONAL
VICE-PRESIDENT CHARGE DE L'ECONOMIE SOCIALE ET SOLIDAIRE

Privatisation du service public de l'emploi : Le véritable visage du projet Borloo

Les mesures en faveur du logement social annoncées avec force publicité par le Ministre de la Cohésion sociale, sont destinées à financer, sur crédits d'Etat, des rénovations du parc privé.

Un bon exemple en est fourni avec la vente « par appartements », du parc de Rouen habitat, à une société immobilière. Demain, les familles les plus défavorisées n'y auront plus accès et s'éloigneront davantage encore du droit au logement.

La délégation du service public de l'emploi à la société Ingéus, qui sera prochainement expérimentée dans la région rouennaise et à Lille, obéit à la même logique de privatisation et de rupture de l'égalité sociale :

- Il est en soi choquant que l'Etat et les partenaires sociaux gestionnaires de l'Unédic se défaussent de leurs responsabilités en matière de gestion du chômage et de la recherche d'emploi.

- Il est particulièrement inquiétant que la société sélectionnée soit financièrement intéressée ; à hauteur de 2800 Euros par chômeur suivi, jusqu'à 4300 Euros en cas de renouvellement de CDD. Dans ces conditions, elle sera nécessairement tentée de placer à tous prix, au risque de négliger les souhaits ou la qualification des demandeurs d'emploi. Les mêmes raisons, la conduiront bientôt, inévitablement, à sélectionner ses publics, aux dépens des chômeurs les plus en difficulté, au mépris de l'égalité d'accès de tous au service public.

La mobilisation des fonds publics à destination d'une société privée contraste avec les pauvres moyens, décroissants, alloués à la direction du travail et de l'emploi.

L'engagement des Assédic dans cette galère, pose question sur la dérive de cet organisme gestionnaire des cotisations des salariés et des employeurs.

Il est étonnant qu'il soit ainsi possible que le directeur général d'Ingéus ne soit autre que l'ancien directeur régional des Assédic.

Depuis plusieurs mois, une demande d'expérimentation de création d'emplois, par activation des fonds publics du chômage, portée par une association de l'agglomération, avec le soutien de plusieurs villes et collectivités est bloquée, faute de réponse des Assédic.

Les dizaines d'entreprises et d'associations qui avaient participé à une enquête visant à mettre en évidence les besoins d'emplois connaissent désormais la raison de ce mutisme :

L'Unédic préfère, à l'évidence, financer un nouveau business plutôt que l'initiative citoyenne et de l'innovation sociale.

Le 31 janvier 2005,

Claude Taleb
Conseiller régional
Vice président chargé de l'Economie sociale et solidaire

HOTEL DE REGION